LE GROUPE
NOUVEAU PARIS
POPULAIRE

Vœu rattaché à DPMP 5 relatif à la prévention de la récidive

Voeu déposé par Céline Verzeletti, Sophia Chikirou, Emile Meunier, Rodrigo Arenas, Sonia Chaouche, Sabrina Nouri, Christophe Prudhomme, Sophie de La Rochefoucauld et Roland Timsit du groupe Nouveau Paris Populaire

Considérant qu'à l'échelle nationale, les choix budgétaires du gouvernement actuel, sacrifient le volet réinsertion du ministère de la Justice au profit d'une logique purement carcérale ; que le projet de Loi de Finances acte un gel des crédits dédiés aux actions de réinsertion des personnes placées sous main de justice à 173,8 millions d'euros, ce qui face à l'inflation et à l'augmentation record de la population pénale représente une baisse drastique des moyens réels par personne suivie ;

Considérant que le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) subit de plein fouet cette pénurie, avec un ratio critique national s'établissant à environ 1 conseiller pour 68 personnes suivies, interdisant de fait tout suivi qualitatif ;

Considérant que la réinsertion et la prévention effective de la récidive ne peuvent se réduire à un simple contrôle ou évaluation, dès lors que les personnes suivies font face à des besoins multiples et cumulés : accès à un logement pérenne, insertion professionnelle, et accès à des soins psychiatriques ou addictologiques ;

Considérant que si la Mission Locale de Paris dispose d'un savoir-faire reconnu pour accompagner la jeunesse, elle a subi, à l'instar de France Travail, une baisse de moyens marquée par la perte de postes de « référents justice » indispensables pour assurer la passerelle entre le milieu fermé, le milieu ouvert et le droit commun ;

Considérant que l'action des associations doit se faire en stricte subsidiarité, sur des expertises que le service public ne possède pas, et ne saurait pallier le désengagement budgétaire de l'État ou le manque de moyens des structures publiques de droit commun ;

Sur proposition de Céline Verzeletti, Sophia Chikirou, Emile Meunier, Rodrigo Arenas, Sonia Chaouche, Sabrina Nouri, Christophe Prudhomme, Sophie de La Rochefoucauld et Roland Timsit du groupe Nouveau Paris Populaire, le Conseil de Paris émet le vœu que la Ville de Paris :

- la Ville de Paris réaffirme son attachement à une approche globale et nationale de l'insertion des personnes suivies (logement, emploi, santé) et demande formellement

au gouvernement de rompre avec l'austérité budgétaire sur le volet réinsertion et de cesser le recentrage restrictif des missions du SPIP sur la seule probation.

- le Maire de Paris interpelle le ministre de la Justice et le ministre du Travail pour exiger une augmentation substantielle des crédits de l'action réinsertion, le retour et le financement pérenne de postes de « référents justice » au sein de France Travail et de la Mission Locale de Paris, ainsi que l'amélioration du taux d'encadrement des CPIP du SPIP 75.